

L'irrésistible ascension de Jeanine Mabunda

Cette femme de pouvoir, ancienne ministre, a été élue présidente de l'Assemblée nationale à Kinshasa.

PORTRAIT

COLETTE BRAECKMAN

Coup double. A nouveau, l'ingénierie politique a fait ses preuves au Congo car la nomination de Jeanine Mabunda Lioko à la présidence de l'Assemblée nationale représente une double et paradoxale victoire. Une victoire d'abord pour le FCC (Front commun pour le Congo), la plate-forme réunie par le président Kabila. Le poste revenait au clan présidentiel, qui dispose d'une très confortable majorité au Parlement, et c'est donc sans surprise qu'il fut attribué à une personnalité de confiance, proche de l'ancien président qui, comme il s'y était engagé, cohabite paisiblement avec Felix Tshisekedi, tout en balisant étroitement le terrain d'action de son successeur.

Mais la victoire appartient aussi aux femmes congolaises qui, en la personne de M^{me} Mabunda, voient enfin reconnaître leur talent politique et leur capacité d'accéder aux plus hautes fonctions. Cependant, et c'est là le paradoxe, Jeanine Mabunda n'est en rien le produit de la société civile ou des associations féminines, elle est plutôt une femme de pouvoir, qui doit son ascension à ses capacités intellectuelles, à son entregent et, surtout, à ses excellentes connexions au sommet de l'Etat.

Après des études de droit à l'UCL et une licence à l'Ichec, Jeanine Mabunda

est engagée en 1988 à la Citibank puis à la Banque centrale du Congo au titre de conseillère du gouverneur de l'époque, Jean-Claude Masangu, l'homme qui stabilisera le franc congolais. Economiste douée, elle entre en contact avec l'éminence grise du président Kabila, Augustin Katumba Mwanke. En 2002, elle est placée à la tête du Fonds de promotion industrielle comme administratrice déléguée générale. S'il lui fut reproché d'avoir fait des choix favorisant la famille du président - sa sœur Jaynet, son frère Zoé -, permettant d'agrandir l'empire économique du « raïs », elle aura aussi tenté d'ouvrir le Congo profond au secteur bancaire, créant des guichets de financement pour les petites et moyennes entreprises afin d'encourager les initiatives individuelles.

Parallèlement, sa carrière politique s'envole et, en 2011 puis 2018, elle est élue députée nationale et prend la présidence de la Ligue des femmes du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, le parti créé par feu Laurent Désiré Kabila.

La confiance de Kabila

C'est en 2014 que se confirme la confiance présidentielle : alors que le Docteur Mukwege parcourt le monde et dénonce le viol comme arme de guerre, Jeanine Mabunda est nommée représentante personnelle du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats. Si elle estime que la gravité de la situation à l'est a été montée en épingle et que Bukavu n'est pas la « capitale mondiale du viol », Jeanine Mabunda ne se contente pas de relations publiques : elle multiplie les actions de prévention, de sensibilisation et surtout, elle encourage les tribu-

naux militaires à instruire des procès contre les membres de forces armées accusés de viols. Avec pour résultat une diminution sensible des agressions sexuelles commises par des hommes en uniforme, même si, entre-temps, - comme s'ils avaient été contaminés -, des civils et des groupes armés non identifiés ont pris le relais de la violence contre les femmes.

A l'Assemblée, Jeanine Mabunda, femme de tête et femme à poigne, assurée de l'appui du FCC et demeurée proche de Joseph Kabila, sera secondée par Jean-Marc Kabund A Kabund, novice dans l'hémicycle mais représentant l'UDPS, le parti du président Félix Tshisekedi. Les autres partis d'opposition accusent déjà la coalition FCC-CACH (Coalition pour le changement) d'avoir fait main basse sur la totalité des sièges du bureau.

375

Jeanine Mabunda était la seule candidate qui restait en course pour accéder à la présidence de l'Assemblée nationale. Elle a obtenu 375 voix sur 383 votants (500 députés au total).